revue toutes les raisons d'espérer en une situation florissante, dans un avenir rapproché, pour le Trésor français, toutes les causes qui allaient contribuer à dégrever le budget. Il signalait l'expiration graduelle d'une masse d'annuités diverses qui devait réaliser bientôt une économie annuelle de 150 ou 160 millions. Il mentionnait aussi la suppression des garanties d'intérêts envers les compagnies de chemins de fer, le remboursement partiel des avances, le retour à l'État de 40,000 kilomètres de voies ferrées, la diminution du service de la dette par une série de conversions judicieusement pratiquées. " Si la conduite économique de la France était intelligente, prévoyante et équitable," écrivait-il, " dans un petit nombre d'années nous aurions reconquis une position singulièrement solide, et effacé tous les vestiges de nos désastres... Si l'on trouve lointaines toutes ces brillantes perspectives, dont quelques-unes, cependant, sont relativement prochaines, du moins l'on a comme ressources nouvelles qui se présentent d'elles-mêmes presque chaque année les plus-values des impôts. Si une administration sévèrement économe voulait consacrer ces plus-values, non pour la totalité, mais pour la moitié seulement, à des réductions de taxes, en dix ans, avec les ressources complémentaires provenant des concessions et de l'expiration de certaines annuités, on aurait supprimé à peu près tous les impôts établis depuis la guerre. Combien l'allégement de tant d'entraves ne servirait-il pas le génie industriel et la puissance productive de la France!"

Six ans après avoir écrit ces lignes, M. Leroy-Beaulieu publiait une nouvelle édition de son ouvrage. Et voici la note qu'il ajoutait, en 1883, à la fin du chapitre dont nous venons de citer un passage :

" Nous n'avons eu rien à changer à cette conclusion de la première édition de notre ouvrage écrite en 1877; tout ce qui s'est passé dans les six dernières années n'a fait que confirmer nos opinions concernant les ressources et les dangers des finances françaises. Les retards nouveaux apportés à la conversion du 5 p. 100, malgré les exemples de l'Angleterre, de l'Amérique, de plusieurs autres pays et d'un grand nombre de villes, nous ont prouvé une fois de plus que le gouvernement français, en quelques mains qu'il soit, continue à professer le plus souverain mépris pour les droits du contribuable. Le gigantesque et impraticable plan Freycinet, l'accès de folie qui